

# LA LETTRE

## de Ressources & Territoires

Centre de ressources pour la politique de la ville en Midi-Pyrénées

édito

par Ghyslain CHATEL\*

Président de  
Ressources  
& Territoires



*Le plus souvent mal ressentie, à tort, l'évaluation des politiques ou actions publiques est un devoir et une nécessité. Devoir démocratique parce qu'il est essentiel que les sommes apportées par les collectivités publiques, elles mêmes prélevées sur les personnes physiques ou morales, soient dépensées au mieux des intérêts défendus par ces collectivités.*

*Nécessité parce que les actions financées, s'agissant notamment des domaines couverts par ce qu'il est convenu d'appeler la politique de la ville, concernent toujours des situations et des publics variés. Il serait à cet égard prétentieux, donc dangereux, par la simple reconduction des mêmes actions, de prétendre avoir trouvé les solutions aux maux dont souffre notre société. L'incertitude naturelle qui préside à l'élaboration et à l'application de ce type de politique exige la mise en place de dispositifs permettant, au besoin, d'orienter différemment tel ou tel projet afin de lui donner ou de préserver sa pleine efficacité.*

*Nécessité également parce que le monde évolue et qu'il convient de pouvoir saisir non seulement ses transformations mais aussi les modifications qu'elles engendrent nécessairement sur le contenu des politiques publiques. L'évaluation consiste alors à reconnaître modestement que le monde n'est pas tel que nous le souhaitons et ne va pas de lui même là où nous le voudrions.*

*Bref, évaluer, c'est s'autoriser à redonner de la vigueur à des projets qui vont s'essouffant, c'est se forcer à rester vigilant. Sans cela, il ne serait ni ressources suffisantes, ni territoires viables.*

\* Conformément aux statuts du GIP qui prévoient l'alternance de la présidence, entre un représentant du Conseil Régional et un représentant de l'Etat, M. Ghyslain CHATEL est devenu Président du CA du GIP Ressources et Territoires pour un an. Mme Monique IBORRA assurant la vice-présidence (voir la rubrique Mouvements en pages intérieures).

## L'EVALUATION : UNE CHANCE POUR LA RELANCE DES CONTRATS DE VILLE

**2003** sera une année privilégiée pour l'évaluation des politiques contractuelles, à mi-parcours de la durée des Contrats de Plan Etat/Région (2000-2006). Mais cette évaluation va bien au-delà d'un exercice formel – et bien utile, au demeurant – qui consisterait à faire le point des actions engagées, des crédits consommés. Pour tous les acteurs des Contrats de Villes – élus en charge de cette politique, chefs de projets, équipes MOUS, services des collectivités territoriales de l'Etat, opérateurs associatifs – il y a là une véritable chance à saisir.

Car s'engager dans une démarche d'évaluation doit permettre de clarifier et d'ajuster les objectifs, en les rendant plus opérationnels, plus concrets, plus évaluables aussi pour la fin du parcours. Ainsi l'évaluation peut déboucher sur la mise au point de conventions thématiques et territoriales, par exemple sur la gestion urbaine de proximité ou le Projet Educatif Local. La démarche évaluative, à condition de communiquer localement et clairement sur son objet et ses modalités, constitue un levier pour mobiliser à nouveau les acteurs locaux, mieux préciser la place des habitants dans les démarches à venir. Evaluer, c'est aussi resserrer et qualifier, si nécessaire, le système de pilotage local du Contrat.

Evaluer peut, encore, modifier les modes d'intervention des institutions vers davantage de transversalité, finaliser l'évolution des services et des métiers en donnant des contenus concrets à l'adaptation, la modernisation des services aux publics. Vaste chantier ? Certes, raison de plus

pour prendre un bon départ. C'est donc sur le dernier trimestre 2002 qu'un « calage » doit s'opérer pour être prêt en 2003. Encore faut-il disposer de ressources pour s'engager positivement dans une telle démarche !

Nous vous proposons un premier repérage de pistes, d'initiatives, de points d'appui ; elles vous conforteront dans l'idée que, loin d'être un *pensum* à caser dans un agenda déjà *surbooké*, l'évaluation peut donc constituer – si l'on en a la volonté, si l'on s'en donne les moyens – un temps fort pour tous les animateurs de la cohésion sociale que sont les acteurs de la politique de la ville. En ce sens, l'évaluation est bien une chance à saisir pour la relance des Contrats de Ville.

### ARC-ET-SENANS I : le livre

A quoi sert l'évaluation des contrats de ville ? De quels outils dispose-t-elle ? Comment s'organise, au niveau local, le travail d'évaluation ? Ce sont là quelques-unes des questions que se sont posées les experts en évaluation réunis en séminaire les 30 novembre et 1er décembre 2000, à l'invitation de la Délégation Interministérielle à la Ville, à la Saline royale d'Arc-et-Senans

Le livre « Les débats d'Arc & Senans », respectueux de la complexité des discussions et de leur dimension contradictoire, les a cependant condensées et clarifiées. Assorti d'un commentaire qui vient compléter la restitution des débats, cet ouvrage représente un bilan de la réflexion sur l'évaluation des contrats de ville par des praticiens.

*Les débats d'Arc-et-Senans : Vers une stratégie d'évaluation des contrats de Ville 2000 - 2006*  
Les éditions de la DIV – février 2002 – 136 p.  
Consultable à R & T  
En vente 9,15 € à la DIV

### ARC-ET-SENANS II : le séminaire national

Ce séminaire national – qui vient de se tenir les 12 et 13 septembre, dans le même esprit que celui de l'An 2000 – était destiné à permettre un échange de vues entre commanditaires de l'évaluation et experts effectivement impliqués dans celle des contrats de ville 2000 – 2006.

La présentation d'expériences en cours a permis d'analyser l'articulation entre évaluations thématiques et évaluation territoriale, et de se placer résolument dans la perspective d'un bilan d'étape en 2003.

→ **Renseignements** : Isabelle RAYNAUD  
Chargée de mission DIV - 01 49 17 46 97

## Mouvements

**Michel COUGUL**, nommé récemment préfet par décret, s'est vu confier la mission du « tracé grand gabarit A380 » ; c'est Ghyslain CHATEL, administrateur civil, qui lui succède comme adjoint au SGAR. R&T exprime ses félicitations à M. COUGUL et n'oublie pas qu'il fut l'un des artisans de la création du Centre régional de ressources.

**GIP R&T : nouvelle présidence Conformément aux statuts qui prévoient une présidence alternée entre le Conseil Régional et l'Etat,**

**Ghyslain CHATEL – chargé de mission, adjoint au SGAR – devient Président du CA du GIP Ressources et Territoires ; il succède ainsi, pour une année, à Monique IBORRA qui assure la vice-présidence du Conseil d'Administration.**

Du nouveau au CLAP Midi-Pyrénées : **Thierry MULIN** a quitté ses fonctions de directeur pour d'autres engagements. Nathalie SEGURA lui a succédé, depuis le mois de mai, comme directrice.

**Véronique CASTRO**, qui occupait précédemment les

fonctions d'Attachée de presse auprès du Préfet, a été nommée Déléguée Inter-services (de l'Etat) à la Formation, depuis le mois de juin.

**Olivier-Ronan RIVAT** a accédé à la présidence de la Conférence Permanente des Coordinations Associatives (CPCA), nouvellement créée en Midi-Pyrénées.

GIP CVAT 3 – deux nouveaux responsables viennent étoffer l'équipe : **Philippe CAILLON** – ancien directeur de la

# EVALUATION : ET EN

## Le CESR promoteur de la culture de l'évaluation

Le Conseil Economique et Social Régional a organisé le 30 mai dernier une journée de formation à l'évaluation des politiques publiques. Légitimé par sa mission d'avis, qui s'apparente en de nombreux points à l'évaluation des politiques publiques, et par la perspective de l'évaluation à mi-parcours en 2003, le CESR a souhaité promouvoir la démarche évaluative en Midi-Pyrénées. Ouverte aux acteurs économiques et sociaux, réseaux consulaires, organisations syndicales, comités d'expansion, collectivités, ainsi qu'aux autres CESR, cette journée a contribué non seulement au développement nécessaire d'une culture de l'évaluation, mais aussi à l'échange d'expériences et de savoir-faire bénéfiques à l'avancement des réalisations.

Dossier du participant consultable à R & T

Compte-rendu disponible sur le site du CESR, et à R & T.

.....> [www.cesr-midi-pyrenees.fr](http://www.cesr-midi-pyrenees.fr)

→ **Contact** : Bertrand PUEL

Chargé de mission CESR 05 62 26 94 77

## Montauban : les acteurs du Contrat de Ville se préparent à l'évaluation

Sensibiliser les principaux acteurs – responsables des services de l'Etat et des services municipaux – du Contrat de Ville de Montauban à l'élaboration d'une démarche d'évaluation, telle était la démarche de formation organisée les 18 et 25 juin dernier, à l'initiative de Jérôme FILIPPINI, secrétaire général de la Préfecture du Tarn et Garonne et avec le concours de R&T.

Une dizaine de personnes – dont M. SI BELKACEM, adjoint au maire chargé de la Sécurité, de l'insertion, de la jeunesse – ont pris part aux travaux animés par un cabinet spécialisé. Des suites sont envisagées, localement.

→ **Contact** : Sylvie TOURNASSAT – Responsable du bureau de la coordination des politiques de l'Etat – Préfecture du Tarn et Garonne – 05 63 22 83 22

Jacques MEIGNIN – Chef de projet du Contrat de ville de Montauban – 05 63 22 50 50

## Bienvenue au club... régional pour l'évaluation

La Société Française pour l'Evaluation (SFE) qui regroupe un grand nombre de chercheurs, praticiens, commanditaires – en particulier du secteur public – lance, dès la fin de l'année 2002, un club régional Midi-Pyrénées. Débats, témoignages de démarches réalisées seront au programme de rencontres largement ouvertes aux représentants de la maîtrise d'ouvrage comme aux experts.

1<sup>ère</sup> réunion : 30 septembre 2002 à 17h30 au CESR.

→ **Contact** : Guy CAUQUIL – [guycauquil@aol.com](mailto:guycauquil@aol.com)

# MIDI-PYRÉNÉES ?

R&T  
infos

## Se former à l'évaluation des contrats de Ville

Un cycle régional de qualification est mis en place à l'initiative de R&T et en partenariat avec le CNFPT, Délégation Midi-Pyrénées.

Structuré en 3 modules dont chacun s'adresse prioritairement à des publics spécifiques :

### 1 L'évaluation, un élément central de la Politique de la Ville : pourquoi et comment ?

> Mardi 12 novembre : journée conférence

*Elus et tous publics professionnels confondus.*

→ Renseignements et inscriptions : R&T 05 62 11 38 34

### 2 Evaluer les contrats de Ville

> Mardi 19 et Mercredi 20 novembre : séminaire 1

*Elus en charge localement de cette politique, Chefs de projet et membres des équipes MOUS, directeurs des services de l'Etat et des collectivités territoriales.*

→ Renseignements et inscriptions : CNFPT 05 62 11 39 08

### 3 Evaluer des actions du contrat de Ville

> 2 jours, en décembre : séminaire 2

*Opérateurs associatifs et municipaux.*

→ Renseignements et inscriptions : CNFPT 05 62 11 39 08

## Un dossier - ressources sur l'évaluation

Mettre à disposition des acteurs locaux une sélection de documents relatifs à l'évaluation des contrats de Ville, tel est l'objectif de ce dossier-ressources. S'adressant aux élus en charge de cette politique, aux chefs de projet et équipes MOUS, aux responsables de services de l'Etat et de collectivités territoriales, ce dossier-ressources comprendra un recueil de textes réglementaires, des fiches méthodologiques. Un chapitre pourrait concerner l'évaluation des actions des contrats de Ville et serait destiné, plus spécialement, aux opérateurs associatifs et aux chefs de services municipaux. Ces documents seront assortis d'une bibliographie commentée et de quelques jalons pour aller plus loin : expériences, contacts, sites, etc.

Pour définir le cahier des charges et valider sa réalisation, R&T met en place un petit groupe de suivi qui comprendra experts et acteurs situés du côté de la maîtrise d'ouvrage. Si vous désirez en savoir plus ou y prendre part (2 ou 3 réunions sur octobre / novembre) prière de nous le faire savoir...

→ Contact : Patrick-Yves MATHIEU – R&T – 05 62 11 38 34

## QUAND LES JEUNES BOUGENT (DANS) LES QUARTIERS

Pour encourager la mobilité des jeunes des quartiers de la Politique de la Ville, les délégués Interministériels à la Ville et à l'Insertion des Jeunes ont signé le 29 avril 2002 une circulaire. Il s'agit de développer pour les jeunes des opportunités de mobilité en France, en Europe, à l'international. Les expériences de mobilité sont des supports pédagogiques innovants pour favoriser leur intégration et leur démarche d'insertion. Les porteurs de projet et/ou les intéressés déposent un dossier pour instruction auprès de leur Mission Locale afin de vérifier que les jeunes relèvent des quartiers visés et qu'il s'agit bien de publics en contact (ou pouvant relever de l'accompagnement des équipes des Missions Locales) ; une assistance à la formulation du projet pouvant être proposée ... La cellule opérationnelle « Ville, Vie, Vacances » valide ensuite les projets et attribue les financements de la Politique de la Ville (en complément ou en renforcement des autres dispositifs).

En 2002, ce dispositif est expérimental ; il concerne 2000 jeunes des sites contrats de Ville de 46 départements dont la Haute-Garonne et le Tarn pour la région Midi-Pyrénées.

R&T devrait contribuer à la capitalisation et/ou à la diffusion de ses pratiques.

→ Contact : Christian SORNETTE

Animateur régional - Association régionale des Missions Locales Midi-Pyrénées - 05 34 40 36 20 ([www.mlmidipy.org](http://www.mlmidipy.org))

Mission Locale de Toulouse – prend la direction du PLIE. Bruno DOMINGO est chargé de mission à la Mission d'Observation de la Délinquance de l'Agglomération Toulousaine (MODAT).

L'Association Régionale des Organismes d'HLM en Midi-Pyrénées (AROMIP) a accueilli sa nouvelle directrice, Sabine VENIEL - LE NAVENNEC.

Danièle SOULÉ quitte la responsabilité de la Mission du Développement Social qu'elle exerçait depuis cinq ans, pour créer et diriger – toujours à la Ville de Toulouse – la Direction des Cultures urbaines.

A la fin de l'été, Frédéric CALLENS a quitté le FASILD national (Fonds d'action et de soutien à l'intégration et à la lutte contre les discriminations, nouvelle appellation du FAS) pour exercer les fonctions de directeur régional adjoint du FASILD Midi-Pyrénées et prendre en charge, au sein de cet organisme, le dossier politique de la ville.

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, Jean-Paul PLA a pris la direction de la Régie de Quartier de Bellefontaine où il succède à Roger AUDRA.

Sylvain MATHIEU, Sous-Préfet Chargé de mission pour la politique de la ville (département de Haute-Garonne) quitte ses fonctions. Tous ceux qui ont eu l'occasion de travailler avec lui se souviendront de son implication dans le dossier CDV de l'agglomération de Toulouse, comme dans celui d'AZF. Bienvenue à Paul BAUDOIN qui lui succède, dès ce 23 septembre.

## Développement d'un projet social territorial à Albi

Chacun sait combien il est délicat pour les travailleurs sociaux – dépendant de multiples employeurs – de se concerter en vue de contribuer à l'élaboration de projets collectifs en prise avec les réalités urbaines et humaines des territoires. Afin de dépasser ces difficultés, le Bureau Politique de la Ville (Etat), conjointement avec la ville d'Albi, la Caisse d'Allocations Familiales du Tarn et le Conseil Général du Tarn, a décidé d'initier la mise en œuvre d'un projet de " recherche-action " sur le thème de la coopération partenariale.

Plus particulièrement centré sur le quartier de Veyrières-Rayssac et sur la thématique enfance-jeunesse-famille, ce projet – animé par un cabinet – prend la forme de séminaires théoriques axés sur l'assimilation méthodologique des actions collectives. De manière plus pragmatique, ces journées de formation ont pour objectif de renforcer les capacités des acteurs – acteurs institutionnels et acteurs de terrain – à travailler ensemble de façon concertée, au plus près des populations et de leurs besoins.

En cours de réalisation, un premier point d'étape de cette démarche expérimentale sera entrepris prochainement par Ressources et Territoires sous la forme d'une fiche de capitalisation d'expérience.

### → Contact :

Thérèse MONTJARRET - Chef d'action sociale - CAF d'Albi - 05 63 48 80 72

Sylvie DELAUNAY - Chef de projet du Contrat de Ville Albi / St Juéry - GIP COVAJ - 05 63 54 22 72

## Bien vieillir à Graulhet

La question de l'autonomie des personnes âgées, des soins dont elles peuvent bénéficier, de leur maintien à domicile présente aujourd'hui une actualité particulière.

A l'automne 2001, certains acteurs de Graulhet (professionnels et bénévoles) concernés par cette problématique ont entamé une réflexion dans le cadre d'un cycle de formation organisé par le Contrat de Ville. Cette dynamique nouvelle de développement local centrée sur l'intergénérationnel, sur un mieux vivre ensemble, a perduré au-delà de la formation. Un groupe projet s'est constitué et organise une manifestation particulière sur ce thème : *Les journées du bien vieillir* au mois d'octobre 2002.

Les 4 et 5 octobre prochain se tiendra un forum d'interventions et d'échanges. Il s'agira de :

- valoriser par des stands d'information ce qui se fait sur Graulhet en matière d'aide aux personnes âgées
- montrer par des expositions les actions menées sur la ville qui favorisent le lien social entre les personnes âgées et les plus jeunes
- recenser par des échanges les besoins des personnes âgées sur la ville.

Trois conférences débats sont proposées en soirée dans la semaine qui suit le forum, sur les thèmes suivants :

**la politique de gérontologie en France,** (7 octobre)  
**la maladie d'Alzheimer** (10 octobre)  
**les soins palliatifs et l'accompagnement en fin de vie des personnes âgées** (11 octobre).

### → Contacts et renseignements :

Stéphanie RAMBAUD et Sylvie MEDELMOUS Contrat de Ville de Graulhet - 05 63 42 85 66

Et encore ...

L'équipe du Contrat de Ville de Graulhet poursuit son effort d'information avec la sortie de sa **Lettre n° 8 (septembre)**, largement diffusée à l'ensemble des acteurs.

## Montauban / Albi : vers l'amorce d'une coopération ?

Le 26 juin dernier, élus et chefs de services municipaux de Montauban se réunissaient sous la présidence d'André PERGET, conseiller municipal délégué à la politique de la ville.

A l'initiative de l'équipe de maîtrise d'œuvre et avec la participation de R&T, le menu comportait informations et échanges sur la mise en œuvre du Contrat de Ville.

Michel FRANQUES, Maire-adjoint d'Albi, délégué au service Ville et Quartiers et au dialogue urbain, Président du GIP COVAJ, était invité à faire bénéficier les participants de l'expérience albigeoise en Contrat de Ville depuis 1994. Des contacts étaient envisagés à la rentrée entre élus responsables de la politique de la ville et chefs de projet pour arrêter des pistes de travail et de coopération à développer par les deux villes. A suivre ...

### → Contacts :

Jacques MEIGNIN – Chef de projet du Contrat de Ville de Montauban 05 63 22 50 50.

Sylvie DELAUNAY - Chef de projet du Contrat de Ville Albi / St Juéry - GIP COVAJ 05 63 54 22 72.

Par ailleurs, saluons la sortie de la **Lettre n°1 et 2** du Contrat de Ville de Montauban (juillet et octobre 2002).